

**PROVINCE DE LIEGE-ARRONDISSEMENT DE LIEGE-COMMUNE DE  
CHAUDFONTAINE**

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL.**

Présents :

M. D. BACQUELAINE, Bourgmestre Empêché-Président du Conseil communal ;

M. L. BURTON, Echevin délégué aux fonctions de Bourgmestre ;

MM. Ph. LABALUE, Mmes A. THANS-DEBRUGE, F. HERRY, S. ELSÉN, M. A. JEUNEHOMME, Echevins ;

M. D. GRISARD de la ROCHETTE, Président du Conseil de l'Action Sociale ;

M<sup>mes</sup> M. HAESBROECK-BOULU, M. P. LHOEST-GAUTHIER, MM. B. LHOEST, D. VERLAINE, A. NOEL, M<sup>mes</sup> C. ROLAND-van den BERG, M. E. JANSSENS, M<sup>mes</sup> C. GUYOT, A. S. BOFFÉ, MM. J.-M. WIDAR, B. LALOUX, L. THELEN, M<sup>mes</sup> N. JAVAUX, V. BRAVIN, D. VANHEESBEKE LENAERTS, M. A. NICOLET, M<sup>me</sup> M. L. CHAPELLE-LESPIRE, MM. A. OLBRECHTS, B. FOURNY, J. QUOILIN, Conseillers communaux ;

M. R. GILLET, Directeur général.

Ag. trait. : V.Lurkin

**Séance publique du 31 août 2016**

**Objet : Taxe sur les dancings.**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Constitution, les articles 41,162 et 170 § 4 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd.2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 30 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2017 ;

Vu la communication du dossier au Directeur financier faite en date du 9 août 2016 conformément à l'article L 1124-40 §1,3° et 4° du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 16 août 2016 et joint en annexe ;

Vu que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Vu la situation financière de la commune ;

Revu la délibération du 30 janvier 2013 ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité.

## ARRETE:

### Article 1

Il est établi, jusqu'au **31/12/2019**, une taxe annuelle communale sur les dancings.

Sont visés les lieux accessibles en tout ou en partie au public, pourvus d'une installation permanente qui permet de pratiquer en tout ou en partie l'exercice habituel de la danse sous quelque forme que ce soit.

### Article 2

La taxe est due solidairement par toute personne physique ou morale ou par tous les membres d'une association qui exploite un dancing, tel que défini à l'article 1er, sur le territoire de la commune et par le (les) propriétaire(s) du ou des biens immobiliers sur ou dans le(s)quel(s) le dancing se trouve.

### Article 3

La taxe est fixée à **250 €** par dancing et par mois ou fraction de mois d'exploitation au cours de l'exercice d'imposition.

### Article 4

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 15 de chaque mois de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

### Article 5

Conformément à l'article L 3321-6 du C.D.L.D., la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50%. En cas de récidive, durant la période de validité du règlement, le montant de la majoration sera porté à 200%.

### Article 6

Le rôle de la taxe sera dressé et rendu exécutoire par le Collège communal.

### Article 7

Le recouvrement de la taxe sera poursuivi conformément aux articles L3321-1 à 12 du C.D.L.D. Les contribuables recevront, sans frais, par les soins du Directeur financier, les avertissements-extraits de rôle mentionnant les sommes pour lesquelles ils sont portés au rôle.

### Article 8

Le paiement de la taxe réclamée devra être effectué dans les deux mois à dater de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai précité, les sommes dues sont productives au profit de la commune, pour la durée du retard, d'un intérêt qui est appliqué et calculé suivant les règles en vigueur pour les impôts de l'état.

#### Article 9

Le redevable de la présente imposition peut introduire auprès du Collège communal une réclamation faite par écrit, motivée et remise ou présentée par envoi postal dans les six mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation, telle qu'elle figure sur ledit avertissement-extrait de rôle.

Quant aux erreurs matérielles provenant des doubles emplois, erreurs de chiffres, etc... les contribuables pourront en demander le redressement au Collège communal conformément aux dispositions de l'article 376 du Code des impôts sur les revenus.

#### Article 10

Le présent règlement entrera en vigueur dès le premier jour de publication conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Celui-ci sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

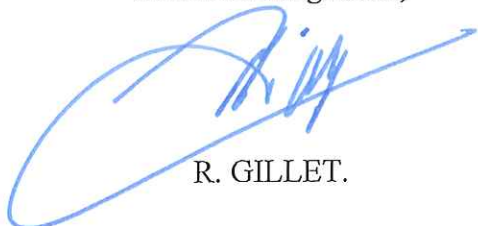
PAR LE CONSEIL :

Le Secrétaire,  
(s) R. GILLET.

Le Président,  
(s) D. BACQUELAINE.

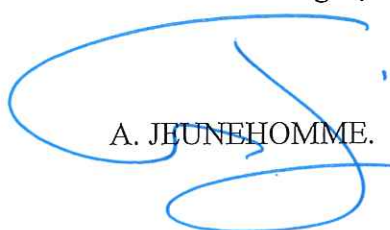
Pour extrait conforme :  
PAR LE COLLEGE :

Le Directeur général,



R. GILLET.

Pour le Bourgmestre,  
L'Echevin délégué,



A. JEUNEHOMME.